
Votez contre un nouvel accord entre l'Union européenne et Israël

Description

Ci dessous une pétition qui sera envoyée à 40 euro-députés contre un nouvel accord entre l'UE et Israël.

Vous pouvez la remplir ici:

<https://www.change.org/petitions/votez-contre-l-aca-entre-l-union-europ%C3%A9enne-et-isra%C3%AB>

Madame, Monsieur,

Vous serez bientôt amené à vous positionner sur le protocole additionnel à l'accord sur l'évaluation de la conformité et de l'acceptation des produits industriels ACAA entre l'Union européenne et Israël.

Le rejet de cet accord est une question de crédibilité, justice et responsabilité.

Lorsque le traité de Lisbonne est entré en vigueur, il a introduit l'obligation de cohérence entre l'action extérieure de l'Union européenne et sa politique commerciale.

La position de l'Union européenne sur la question israélo-palestinienne est claire: les colonies sont illégales et constituent un obstacle à la création d'un futur Etat palestinien; le blocus de Gaza est illégal et doit être levé. Or, force est de constater que la colonisation progresse et que le blocus est toujours en place. Les rapports des chefs de mission de l'UE dans les territoires occupés décrivent en détail les violations flagrantes des droits de l'Homme commises par Israël en Cisjordanie et en Israël, contre le peuple palestinien. Il serait incompréhensible que les députés qui nous représentent au Parlement européen ferment les yeux sur ces violations, et fassent passer les intérêts commerciaux de l'Union européenne avant ses propres engagements en matière de droits de l'Homme et de politique étrangère.

La cohérence, telle qu'entendue par l'UE dans le traité de Lisbonne, implique un rejet de cet accord commercial avec Israël et ce, tant qu'Israël ne respectera pas les obligations qui lui incombent en droit international. Les faits sur le terrain montrent que la « politique d'engagement » avec Israël menée jusqu'à présent par l'Union européenne est soldée par un échec. D'autres outils doivent être utilisés pour rétablir la justice. J'estime que cet accord en fait partie.

Le rejet de cet accord est donc bien une question de crédibilité, justice et responsabilité.

Je vous demande donc de vous y opposer.

[Your name]

date crĂ©e
2012/04/16